

Questions orales

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Ce sont peut-être les seules lumières dont nous ayons pu bénéficier ces jours derniers.

[Français]

Et j'offre en même temps, au premier ministre personnellement, à sa famille et aux députés de son caucus, ainsi qu'à l'honorable député d'Oshawa et à ses collègues, nos meilleurs vœux de la saison.

[Traduction]

Je souhaite aussi adresser ces félicitations aux représentants de la presse à la tribune.

Des voix: Non!

M. Nystrom: Pas Duffy.

M. Turner (Vancouver Quadra): Nous voulons aussi avoir une pensée pour les Canadiens qui n'ont pas notre chance, ceux qui sont en chômage et n'ont pas la vie drôle.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Puisqu'on va maintenant communiquer les documents concernant l'affaire de Havilland à un comité parlementaire qui pourra les étudier, j'espère que le gouvernement aura tiré la leçon de cette histoire. Le premier ministre va-t-il prendre l'engagement devant la Chambre de soumettre désormais à un comité parlementaire, avant la conclusion de l'affaire, les documents et les détails complets de toute vente future d'une société de la Couronne?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Je souhaite remercier le très honorable chef de l'opposition de ses aimables remarques pour tous les membres de la Chambre, monsieur le Président. Je souhaiterais moi-même profiter de cette occasion au nom de mon parti et du gouvernement pour lui adresser, ainsi qu'à ses collègues, au député d'Oshawa et à ses collègues, et à vous-même, monsieur le Président—mais je ne vais pas poursuivre beaucoup plus loin—ainsi qu'à tous les membres de la tribune et à notre personnel nos meilleurs vœux et nos souhaits de bonnes fêtes.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Dans toute transaction future, nous respectons les traditions et coutumes de la Chambre et nous cherchons à communiquer le maximum d'informations possible aux députés de l'opposition et au public.

[Français]

ON DEMANDE DES RÈGLES PRÉCISES RELATIVEMENT À LA VENTE DE SOCIÉTÉS DE LA COURONNE À L'AVENIR

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, la vente d'une société de la Couronne... ces

compagnies appartiennent aux contribuables canadiens qui en sont les vrais actionnaires.

Dans les circonstances, est-ce que le premier ministre peut nous définir des règles plus précises à l'avenir pour un examen au préalable, avant la vente de telles compagnies, en incluant la documentation pour révéler l'avenir des «jobs», l'avenir de la technologie canadienne, l'avenir de la recherche canadienne, et surtout si, dans ces cas, le contrôle va rester entre les mains des Canadiens et des Canadiennes?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je pense n'avoir jamais contesté le fait que nous avons l'obligation de fournir à l'opposition et à la population canadienne tous les éléments possibles du dossier, compte tenu du fait important qu'il s'agit également d'une transaction commerciale qui a des dimensions de «confidentialité» qui s'y greffent. Cela est normal.

Il y a des éléments qui peuvent être difficiles si on les dévoile avant le «closing». Je pense que c'est connu de tous. Cela ne nous relève pas de la responsabilité d'être ouverts en toutes circonstances, compte tenu de la vente des actifs de la Couronne. Et on l'a été dans le dossier qui nous préoccupe. On va l'être, nous l'espérons, davantage dans les autres dossiers qui seront appelés à être étudiés à la Chambre. Mais le chef de l'opposition officielle peut compter sur notre concours et notre collaboration en tout temps dans ces dossiers qui nous intéressent au plus haut point.

* * *

● (1120)

[Traduction]

LA SÉCURITÉ SOCIALE

ON DEMANDE LE RETRAIT DU PROJET DE LOI C-70

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'ai une dernière question. Étant donné l'hostilité générale dont fait l'objet le projet de loi C-70 concernant la désindexation des allocations familiales à travers tout le pays, et notamment de la part de nos dirigeants religieux, le premier ministre aurait-il l'obligeance de le retirer?

Des voix: Bravo!

M. Benjamin: Je suis d'accord.

Des voix: D'accord.

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): J'ai énormément de respect, monsieur le Président, non seulement pour les dirigeants religieux dont nous a parlé mon très honorable collègue, mais aussi pour les autres dirigeants de notre pays, dont beaucoup se félicitent de l'orientation suivie par notre gouvernement pour rétablir une situation saine.

Des voix: Oh, oh!